

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

Croissance : Attali contre Attali

- Gazette - Débats -

Date de mise en ligne : mercredi 24 octobre 2007

Revue du Mauss permanente

Cet article a été publié initialement dans Le Monde du 24 octobre 2007. Nous remercions Hervé Kempf de nous avoir autorisés à le reproduire.

A la veille de la table ronde du Grenelle de l'environnement et dix jours après que la commission pour la libération de la croissance, que préside Jacques Attali, a rendu ses premières propositions, les objectifs de chacune de ces démarches paraissent antinomiques. L'un des groupes de préparation (n° 6) du Grenelle juge nécessaire *une réorientation profonde de nos modes de production et de consommation, du fait de l'ampleur et de la gravité des déséquilibres écologiques actuels*. La commission Attali vise une croissance de 5 % sans évoquer le problème environnemental posé par une activité économique intense.

Le coeur de cette apparente contradiction repose dans la notion même de croissance, utilisée quotidiennement par les décideurs politiques et économiques comme si elle ne posait pas problème. Pourtant, à l'heure où la crise écologique est manifeste et suscite une large discussion dans le cadre du Grenelle de l'environnement, le concept de croissance est devenu un instrument très inadapté pour guider l'action collective.

Etrangement, c'est Jacques Attali lui-même qui, dans un texte paru en 1973, posait bien le problème qu'il semble avoir oublié. Il avait alors publié, dans le no 52 de *La Nef* (une revue de réflexion, disparue depuis, et animée alors par Lucie Faure, l'épouse de l'homme politique Edgar Faure), un article intitulé *Vers quelle théorie économique de la croissance ?* Le jeune économiste - il avait alors 30 ans - expliquait combien le rapport du Club de Rome, *The Limits of Growth* (les limites de la croissance), était un livre prudent. Il soulignait ensuite les principaux écueils de la notion de croissance. Les modèles de croissance sont *incapables d'analyser les relations entre la croissance et le bien-être*, écrivait-il. Cette remarque a ensuite été confirmée par de nombreuses études montrant que la croissance du PIB n'entraîne pas une augmentation de la satisfaction des individus, comme le synthétise l'OCDE dans son *Panorama de la société* publié en 2006.

M. Attali attaquait ensuite l'indicateur même dont la croissance mesure l'augmentation, le PIB (produit intérieur brut - on parlait alors plutôt du PNB - produit national brut) : *Les grandeurs de la comptabilité nationale conduisent à mesurer la croissance par un indicateur unique, le PNB, dont il est devenu banal aujourd'hui de souligner l'inadéquation. Cette remarque reste si juste que le groupe no 6 recommande d'élaborer des indicateurs agrégés de développement durable tels que le PIB vert, l'empreinte écologique ou le capital public naturel*.

En effet, aujourd'hui comme en 1973, le PIB ne mesure pas l'impact de l'activité économique sur l'environnement. Par exemple, observe l'économiste Jean-Charles Hourcade, directeur du Cired (Centre international de recherche sur l'environnement et le développement), *la croissance du PIB peut aussi enregistrer comme un surcroît de richesse l'activité engendrée par la réparation de ce qui a été dégradé vingt ans auparavant. C'est la croissance shadok !*

Troisième argument du jeune Attali, la croissance permet de masquer les inégalités de revenu. Si le gâteau augmente un peu pour ceux d'en bas, ils sont moins tentés de remettre en cause la part que s'allouent ceux d'en haut. *Il est un mythe savamment entretenu par les économistes libéraux, selon lequel la croissance réduit l'inégalité*, écrivait M. Attali. Cet argument permettant de reporter à plus tard toute revendication redistributive est une escroquerie intellectuelle sans fondement. En 2007, la remarque prend d'autant plus de poids que l'inégalité est beaucoup plus grande qu'en 1973, comme l'ont montré de nombreux travaux, comme ceux de Thomas Piketty et d'Emmanuel Saez.

REVENIR À L'ÂGE DE PIERRE

Un phénomène nouveau est apparu depuis les années 1970, que ne pouvait percevoir le jeune Attali, mais qui aggrave encore le cas de la croissance du PIB telle qu'elle est usuellement perçue : malgré le progrès technologique, elle ne réduit pas l'impact de l'économie sur l'environnement. Dans les années 1990, les économistes néolibéraux ont suggéré, dans une théorie appelée la courbe de Kuznets, qu'à partir d'un certain niveau de richesse, la pollution générée par une économie diminuait. En fait, comme le souligne Olivia Montel-Dumont dans une étude parue dans *Les Cahiers français* (mars-avril 2007, La Documentation française), *les données empiriques ne valident pas de façon tranchée cette thèse*. Le bilan est même franchement négatif si l'on considère que la dégradation de l'environnement affecte en retour le niveau de la production, comme le fait valoir le rapport de l'économiste Nicholas Stern sur les effets économiques du changement climatique.

Une façon concrète d'appréhender ce problème est d'analyser la consommation de matières premières, d'espace et d'énergie, qui est le meilleur témoin global de l'impact de l'activité économique sur l'environnement. Plus elle est élevée, plus cet impact est fort. Or, comme le relève l'Institut français de l'environnement dans son rapport *L'Environnement en France 2006*, la croissance dans les pays européens ne se traduit pas par une baisse des consommations de ressources ; il n'y a pas de *découplage* entre ces deux grandeurs, pour reprendre le terme des économistes. Même si notre économie est plus efficace (il faut moins de matière pour une même unité de PIB), l'augmentation du PIB surpasse le progrès de cette efficacité productive. *Peu importe à notre planète que les véhicules ou les industries soient unitairement plus efficaces*, résume Jean-Marc Jancovici dans la revue de l'Ecole polytechnique, *La Jaune et la Rouge* (août 2007) : *ce qu'elle voit c'est la consommation globale pour ce qui est flux de matière ou d'énergie, ou de rejets*.

Au total, la croissance ne peut être posée comme un objectif en soi : le niveau de la consommation de matières par l'économie est central. *L'enjeu économique de la politique environnementale n'est pas de promouvoir une économie désindustrialisée, écrit le groupe n° 6 du Grenelle, mais une économie plus sobre en carbone, en énergie et en ressources naturelles non renouvelables*.

Sur France Inter, le 16 octobre, M. Attali affirmait : *La meilleure façon de ne pas polluer est de revenir à l'âge de pierre*. Cette réponse caricaturale ne fait pas honneur au débat. Il s'agit au contraire de définir une économie qui stoppe la dégradation de l'environnement tout en permettant un bien-être équitablement partagé. Pour ce faire, il convient de réinterroger rigoureusement le concept de croissance et de PIB, comme le faisait bien l'Attali de 1973.